

**Conseil économique et social**

Distr. limitée
13 mars 2012
Français
Original: anglais

Commission des stupéfiants**Cinquante-cinquième session**

Vienne, 12-16 mars 2012

Point 4 de l'ordre du jour

**Application des traités internationaux
relatifs au contrôle des drogues****Croatie, Danemark*: projet de résolution révisé****Création d'un système électronique international d'autorisation
des importations et des exportations pour le commerce licite de
stupéfiants et de substances psychotropes**

La Commission des stupéfiants,

Rappelant sa résolution 50/7 du 16 mars 2007, dans laquelle elle a exhorté les États Membres à prêter une attention particulière aux mesures de sécurité concernant les documents d'importation et d'exportation relatifs à des substances placées sous contrôle international,

Rappelant également l'article 31 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972¹ et l'article 12 de la Convention de 1971 sur les substances psychotropes², en vertu desquels des autorisations d'importation et d'exportation doivent être délivrées pour les stupéfiants et les substances psychotropes,

Notant que le volume du commerce international de stupéfiants et de substances psychotropes a augmenté ces 10 dernières années, ce qui a accru la charge de travail des autorités nationales compétentes pour ce qui est d'administrer le système d'autorisation des importations et des exportations de stupéfiants et de substances psychotropes prévu par les conventions susmentionnées,

Réaffirmant que l'un des objectifs fondamentaux des conventions internationales relatives au contrôle des drogues est de garantir l'accès aux

* Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 976, n° 14152.

² Ibid., vol. 1019, n° 14956.



stupéfiants et aux substances psychotropes placés sous contrôle pour les besoins médicaux et scientifiques,

Rappelant le document intitulé *Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants sur la disponibilité des drogues placées sous contrôle international: assurer un accès adéquat à des fins médicales et scientifiques*³, publié en tant que supplément au rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2010⁴, dans lequel il est souligné que la consommation de stupéfiants et de substances psychotropes est dans de nombreux pays inférieure aux niveaux requis pour assurer une disponibilité adéquate de ces substances à des fins médicales et scientifiques et où sont formulées des recommandations sur la manière d'améliorer l'accès à ces substances tout en empêchant leur détournement à des fins illicites,

Constatant que certains gouvernements ont suivi les recommandations figurant dans le document susmentionné et pris des mesures pour assurer la disponibilité des stupéfiants et des substances psychotropes à des fins médicales et scientifiques, ce qui entraînera une nouvelle intensification du commerce international de ces substances et augmentera donc la charge de travail des autorités nationales compétentes pour ce qui est de délivrer des autorisations d'importation et d'exportation pour ces substances,

Se félicitant que des avancées technologiques aient permis à certains gouvernements de mettre au point ou d'utiliser des systèmes électroniques nationaux de délivrance d'autorisations d'importation et d'exportation, y compris le Système national de contrôle des drogues mis au point par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et que ces systèmes nationaux aient sensiblement amélioré l'efficacité des processus,

Notant que, selon les accords internationaux en vigueur, aucun de ces systèmes nationaux ne permet aux autorités nationales compétentes de transmettre directement des notifications d'autorisation à leurs homologues d'autres pays ou à en recevoir d'eux, et que ces notifications d'autorisation d'importation et d'exportation sont toujours envoyées sous forme de sorties d'imprimante,

Préoccupée par le fait que l'échange de documents sur papier non seulement accroît le risque de falsification, mais a aussi pour effet d'augmenter la charge de travail des services qui les reçoivent et éventuellement de retarder les transactions légitimes, car les autorités doivent vérifier l'authenticité des autorisations d'importation et d'exportation,

Réaffirmant la nécessité de renforcer les mesures de sécurité et de sûreté concernant les autorisations d'importation et d'exportation pour empêcher leur falsification et le trafic des substances placées sous contrôle,

Saluant l'examen de l'initiative de l'Organe international de contrôle des stupéfiants consistant à mettre en place un système électronique international d'autorisation des importations et des exportations de substances placées sous contrôle international qui complèterait les systèmes électroniques nationaux

³ Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.11.XI.7.

⁴ *Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2010* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.11.XI.1).

existants et faciliterait l'échange d'autorisations d'importation et d'exportation entre les pays importateurs et exportateurs,

Notant que cette initiative est également l'occasion, pour les autorités nationales compétentes, d'échanger des informations en temps réel sur les transactions qui doivent faire l'objet d'un traitement supplémentaire,

Constatant que l'Organe international de contrôle des stupéfiants a, dans son rapport pour 2011⁵, appelé l'attention des gouvernements sur les résultats positifs des recherches et consultations préliminaires menées par les gouvernements intéressés, l'Organe international de contrôle des stupéfiants et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur les aspects techniques d'un système électronique international d'autorisation des importations et des exportations,

Notant que la mise au point d'un tel système d'autorisation dépendrait du versement de contributions volontaires par les États Membres,

1. *Encourage* les États Membres à fournir tout l'appui financier et politique possible à la création, la maintenance et l'administration d'un système électronique international d'autorisation des importations et des exportations de stupéfiants et de substances psychotropes placés sous contrôle international, conformément aux dispositions des conventions internationales relatives au contrôle des drogues;

2. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de s'employer à créer et maintenir le système d'autorisation, en consultation avec les gouvernements intéressés et l'Organe international de contrôle des stupéfiants, et invite les États Membres et autres donateurs à envisager de verser des contributions extrabudgétaires à cette fin conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies;

3. *Prie également* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'envisager de prendre en compte les exigences à respecter au niveau national lors de la création du système proposé;

4. *Prie en outre* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'aider, à leur demande, les États Membres qui n'ont pas de système électronique d'autorisation des importations et des exportations;

5. *Invite* le secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants à administrer, dans le cadre de son mandat, le système d'autorisation pendant la phase de démarrage au cours du présent exercice biennal, conformément aux conventions internationales relatives au contrôle des drogues, et de lui rendre compte oralement à sa prochaine session de ce qui aura été fait;

6. *Invite* les États Membres et autres donateurs à verser des contributions extrabudgétaires à ces fins, conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies.

⁵ *Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2011* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.12.XI.5).